

DÉCISION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE FRANCEAGRIMER

Montreuil, 15 avril 2026

<p>DIRECTION DES INTERVENTIONS</p> <p>Service « Soutien, Investissement et Innovation dans les Filières »</p> <p>Dossier suivi par : Unité Entreprises et Filières Courriel : pam-aap.filières@franceagrimer.fr</p>	<p>N° INTV-SIIF-2026-12</p>
<p>Plan de diffusion :</p> <p>Mmes et MM. les Préfets de région Mmes et MM. les Préfets de département Mmes et MM. les DDT OU DDTM Mmes et MM. les DDCSPP et DDPP Mmes et MM. les DRAAF et DRIAAF Ile-de-France Mmes et MM. les Présidents de Conseil régional Mme la Présidente de Régions de France Mmes et MM. les Présidents de Conseil départemental M. le Président de l'ADF MAASA : SG- DGPE – DGER - DGAL MINEFI : Direction du Budget 7A Mme la Contrôleure budgétaire et comptable ministérielle ASP - ODEADOM CGAAER Chambre d'agriculture France FNSEA – Jeunes agriculteurs La Coordination rurale La Confédération paysanne Instituts techniques agricoles et agro industriels Fédérations professionnelles et interprofessionnelles Etablissements publics de recherche</p>	<p>Mise en application : immédiate</p>

OBJET : Modification de la décision de la Directrice générale de FranceAgriMer n° INTV-SIIF-2024-98 du 21 octobre 2024 relative à la mise en œuvre par FranceAgriMer d'un appel à projets « structuration de filières - PAM » dans le cadre du fonds en faveur de la souveraineté et des transitions.

Bases réglementaires :

- Règlement (UE) 2022/2472 de la Commission européenne du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne modifié ;
- Lignes directrices de l'Union européenne concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales 2023-2029 (2022/C 485/01) ;
- Régime cadre notifié SA.108057 relatif aux aides à la coopération dans les secteurs agricole et agroalimentaire pour la période 2023-2029 ;
- Régime cadre notifié SA.107366 - relatif aux aides aux investissements des grandes entreprises actives dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles pour la période 2023-2029 ;
- Régime cadre exempté de notification SA.108468 relatif aux aides aux investissements en faveur des PME actives dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles ;
- Régime cadre exempté de notification SA.113412 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2024-2026 (Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire), et notamment les mesures relatives à l'investissement en faveur des PME ;
- Régime cadre exempté de notification SA.113755 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2024-2026 (Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire) ;
- Code Rural et de la pêche maritime, livre VI, titre II, chapitre I ;
- Décision de la Directrice générale de FranceAgriMer n° INTV-SIIF-2024-98 du 21 octobre 2024 relative à la mise en œuvre par FranceAgriMer d'un appel à projets « structuration de filières - PAM » dans le cadre du fonds en faveur de la souveraineté et des transitions ;
- Avis du Conseil d'administration de FranceAgriMer du 10/03/2024.

Résumé :

La présente décision modifie les articles 9 et 11 de la décision n° INTV-SIIF-2024-98 du 21 octobre 2024 relatifs respectivement aux modalités de versement de l'aide et aux cas de réduction de l'aide.

Mots-clés :

Plan agriculture climat Méditerranée (PAM), planification écologique, aires agricoles de résilience climatique (AARC), projets territoriaux, transition agro-écologique, structuration de filière, appel à projets, filières agricoles, agroalimentaires, y compris les productions agricoles non-alimentaires, projet collectif, atténuation du changement climatique, adaptation au changement climatique, gestion de la ressource en eau, résilience climatique.

SOMMAIRE

- Article 1 :** Modification de l'article 9 « Modalités de versement de l'aide » de la décision n° INTV-SIIF-2024-98 du 21 octobre 2024
- Article 2 :** Modification de l'article 11 « Cas de réduction de l'aide » de la décision n° INTV-SIIF-2024-98 du 21 octobre 2024
- Article 3 :** Entrée en vigueur de la présente décision

Article 1^{er} : Modification de l'article 9 « Modalités de versement de l'aide » de la décision n° INTV-SIIF-2024-98 du 21 octobre 2024

Le troisième paragraphe de l'article 9 de la décision n° INTV-SIIF-2024-98 du 21 octobre 2024 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le solde intervient suite au dépôt sur le téléservice sur le site internet de FranceAgriMer, **dans un délai maximum de 6 mois après la fin de la période de réalisation du projet**, des pièces justificatives suivantes :

- une demande de versement,
- un RIB au nom du chef de file,
- un compte-rendu détaillé des actions réalisées, précisant également le suivi des indicateurs et en particulier le ou les indicateur(s) obligatoire(s) sur les impacts environnementaux,
- un état récapitulatif détaillé des coûts et dépenses acquittées de chaque partenaire correspondants aux prestations et investissements effectués dans le cadre du projet, certifié exact par le représentant légal et l'autorité financière compétente (Commissaire aux Comptes, expert-comptable, agent comptable) du chef de file,
- le plan de financement actualisé du projet certifié exact par le représentant légal du chef de file incluant un état récapitulatif détaillé des autres aides accordées pour le projet. Le cas échéant, ce document sera accompagné des copies des contrats d'attribution des aides correspondantes (ou documents équivalents) ainsi que des copies des lettres de notification des paiements,
- les bulletins de salaire ayant servi au calcul des frais de personnel et une synthèse mensuelle des temps de travail sur le projet,
- les conventions nominatives de mise à disposition ainsi que les factures acquittées correspondantes,
- les copies des factures acquittées (avec mention de la date d'acquittement de la facture, du mode de paiement et de la référence du règlement, et apposition de la signature du fournisseur, en indiquant le nom et la fonction de la personne qui signe, et de son tampon commercial). A défaut, des copies des extraits bancaires faisant état du paiement des factures devront être fournis, certifiés exacts à l'original par le responsable légal du porteur de projet. »

Article 2 : Modification de l'article 11 « Cas de réduction de l'aide » de la décision n° INTV-SIIF-2024-98 du 21 octobre 2024

Les troisième et quatrième paragraphes de l'article 11 de la décision n° INTV-SIIF-2024-98 du 21 octobre 2024 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Par ailleurs, tout retard dans la transmission de la demande de versement, au regard des délais prévus à l'article 9, entraîne la réduction du montant de l'aide de 20 %.

Si le dépôt de la demande de solde intervient au-delà d'un an après la date de fin de la période de réalisation du projet, aucune aide n'est versée et l'avance perçue doit être reversée. »

Article 3 - Entrée en vigueur de la présente décision

La présente décision s'applique aux projets ayant donné lieu à une signature de convention entre le bénéficiaire et FranceAgriMer depuis l'entrée en vigueur de la décision n°INTV-SIIF-2024/98 du 21 octobre 2024 et n'ayant pas fait l'objet d'une notification de paiement devenue définitive.

Elle entre en vigueur le lendemain de sa publication au Bulletin officiel du Ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la souveraineté alimentaire.

Le Directeur général de FranceAgriMer,

Martin GUTTON